

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Ecosystèmes forestiers : rideau sur les assises du Repar-AC et du Rapac-San

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LES parlementaires de la sous-région Afrique centrale membres du Réseau des parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (Repar-AC) et du Réseau alliance parlementaire sur la sécurité alimentaire et

nutritionnelle (Rapac-San) ont clôturé leurs travaux mardi soir. Le siège de l'Assemblée nationale gabonaise a, en effet, abrité lundi et mardi derniers les travaux conjoints de la 3e Conférence internationale des parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale et la Conférence des présidents des alliances parlementaires



Les parlementaires d'Afrique centrale ont bouclé leurs assises.

CNNII : Jérôme Angouo désormais aux commandes



Le nouveau PCA (d) installé dans ses fonctions par le ministre Brice Constant Paillat.

H.N.M
Libreville/Gabon

NOMMÉ lors du Conseil des ministres du 1er février dernier, le nouveau président du Conseil d'administration de la Compagnie nationale de navigation intérieure et internationale (CNNII), Jérôme Angouo, a été officiellement installé dans ses nouvelles fonctions mardi dernier par le ministre des Transports, Brice Constant Paillat. C'était à l'occasion du conseil d'administration extraordinaire qui a mis l'accent sur le fonctionnement de la société. "Après quatre années passées à la CNNII, je quitte le navire le cœur serré parce que cet outil est devenu ma seconde famille. Néanmoins, nous restons optimistes quant à l'avenir de notre armement national, mais cela exige que toutes les

parties engagées dans cette aventure assurent leur part de responsabilité, à commencer par l'État, en favorisant les investissements nécessaires à la relance de cet outil et de permettre un cap social pour le redressement du problème de notre effectif", a souligné le PCA sortant, Oumarou Baba Toukour. De son côté, le nouveau PCA a promis de poursuivre les réformes engagées par les plus hautes autorités du pays. "Je suis conforté dans l'idée que cet outil qu'est la CNNII doit être pérennisé dans tous ces aspects : d'exploitation, commerciaux et sociaux. Je suis tout aussi optimiste. Malgré toutes les difficultés qui ont été énoncées lors de ce conseil d'administration, je pense qu'avec le dynamisme des équipes, nous serons sur la bonne voie", a précisé Jérôme Angouo. C'est dans ce sens que la CNNII prévoit la sortie prochaine du Sette-Cama.

d'Afrique centrale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'issue de la rencontre a abouti à la "Déclaration de Libreville", un document rédigé conjointement par les deux organisations. Ladite Déclaration formule diverses recommandations à l'endroit des chefs d'État de la CEEAC, des chambres parlementaires, des bailleurs de fonds, des partenaires au développement etc. Ainsi, ces

élus demandent aux présidents des pays membres de continuer à militer au plan international, en faveur d'une meilleure reconnaissance du Bassin du Congo comme principal poumon de la biosphère ; finaliser l'institutionnalisation du mécanisme de financement durable de la CEEAC et de développement communautaire, etc. À leurs homologues parlementaires : renforcer et formaliser

l'appui au fonctionnement du Repar-AC et de ses sections nationales ; donner au Repar-AC mandat d'appuyer les Parlements membres en matière de gestion durable des forêts et de l'environnement pour un meilleur rendement de l'action parlementaire dans ce domaine, etc. Les parlementaires d'Afrique centrale prévoient de tenir leur prochaine rencontre en 2026, en RD Congo.

Cémac/Projets intégrateurs : 70 % des chantiers ont démarré

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LES membres du Comité de suivi de la mobilisation des financements et de la mise en œuvre des projets intégrateurs prioritaires des pays de la Cémac ont établi à 70 % le taux de lancement desdits projets. C'était lors des travaux de la 6e réunion qui se sont tenus du 20 au 23 février 2023 à Brazzaville, en République du Congo. Il s'agit notamment de la construction d'un pont sur le fleuve Ntem (y compris les raccordements routiers) et la facilitation du transport et de la sécurité routière sur la route transnationale Kribi-Campo-Bata reliant le Cameroun et la Guinée équatoriale, la construction de la voie-express Lolabe-Campo (40 km) entre le Cameroun et la Guinée équatoriale, la construction de la route Ndendé-Dolisie entre le Gabon et le Congo, sur le corridor Libreville-Brazzaville, et la construction de la route



Les participants à l'issue des travaux.

Kogo-Akurenam (sud-est Guinée équatoriale-Gabon). Mais également l'aménagement du corridor Brazzaville-Ouesso-Bangui-Ndjamen (Congo-RCA-Tchad), la construction de la route Mbaikoro-Bendjebekoninga (frontière RCA-Tchad), l'aménagement hydroélectrique de Chollet et des lignes électriques associées (Cameroun-Congo-Gabon-RCA), l'interconnexion des réseaux électriques (Cameroun-Tchad), l'interconnexion du Cameroun avec les pays de la Cémac par la fibre optique, la construction du port sec de Beloko sur le corridor Douala-Bangui, la construction du port sec de Dolisie sur le corridor Gabon-Congo et l'Université

inter-États Cameroun-Congo. La réalisation de ces projets devrait durer 5 ans, entre 2021 et 2025. Pour cela, les pays ont bénéficié d'un appui financier estimé à 4,1 milliards d'euros dont 3,8 milliards d'Afreximbank, de la BDEAC, de la BAD, de la Banque mondiale et de SX Capital Holding. D'autres financements sont en cours de finalisation. Certains bailleurs ont indiqué les projets pour lesquels ils sont intéressés, à savoir JMC Projects India, STOA, Banque islamique de développement (Bid) et Olam. De même, des manifestations d'intérêt sont signalées, sans en préciser les montants, du côté de la Chambre de commerce scandinave, de Sogea-Satom, de Badea et d'Olam.